Fil rouge et animation de l'atelier : Joseph CARLES, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Toulouse et intervenant régulier à l'INET (Institut national d'études territoriales), adjoint au maire de Blagnac, conseiller de l'agglomération du Grand Toulouse, président d'une SEM

09h00 - Accueil

09h15 - Introduction institutionnelle par Sylvie GUILLET, directrice de l'INSET de Dunkerque

09h30 - Conférence introductive par Patrick LE LIDEC

Politiste, P. LE LIDEC est chercheur au CNRS - CCE de Sciences Po., Centre d'études Européennes

QUELLES EVOLUTIONS POSSIBLES DE LA LOI RCT ?

Un an après la loi du 16 décembre 2010, quel regard peut-on porter, à la fois sur son bilan de mise en oeuvre dans la recomposition de la carte intercommunale, mais aussi sur les fondements politiques de cette réforme, dans un contexte où une remise en cause de certaines dispositions sont envisagées et où, dans le même temps, les contraintes budgétaires forcent les interrogations sur le sens et les ressources de l'action publique locale.

- Le bilan provisoire des effets de la loi du 16 décembre 2010 et la visée prédictive sur la carte intercommunale
- Les fondements politiques d'une réforme institutionnelle
- Des contraintes financières qui prennent le pas sur une réforme institutionnelle - ou, un contexte économique qui contraint à une réforme institutionnelle
- Les intercommunalités : nos communes demain ?

10h00 - Conférence d'expert par Philippe ESTEBE

Géographe et politiste, P. ESTEBE est professeur à l'IEP de Paris et à l'Ecole des Ponts-et-Chaussées. Il est directeur de l'IHEDATE (Institut des hautes études de développement et d'aménagement des territoires en Europe).

QUELS DEFIS POUR LES POLITIQUES LOCALES ?

- Eléments pour une prospective des chantiers à venir : la quête de l'échelle omni pertinente ; le deuil obligé de la simplification définitive ?
- Territoires et service public : comment répondre aux défis de l'incontournable interterritorialité et aux exigences des citoyens. Comment envisager et intégrer les liens entre les territoires et organiser la « coproduction » d'un service public ?
- La décentralisation et la place des collectivités locales. A quelle maturité politique en sont les collectivités ? En quoi peuvent-elles contribuer au bien commun ?

10h45 - Pause

11h00 - Table ronde avec :

- Patrick LE LIDEC
- Philippe ESTEBE
- Jean-Luc HUMBERT, DGS de Valenciennes Métropole et représentant de l'ADGCF (Association des directeurs généraux des communautés de France)
- Olivier LANDEL, délégué général de l'Association des communautés urbaines de France
- Nicolas PORTIER, délégué général de l'AdCF (Assemblée des communautés de France)

- Stanislas BOURRON, sous-directeur des compétences et institutions locales, Direction générale des collectivités locales
- Marie-Cécile GEORGES, chargée de l'intercommunalité à l'Association des maires de France (AMF)

VERS DE NOUVEAUX TERRITOIRES ?

Témoignages de cadres dirigeants et de représentants d'associations d'élus sur leurs approches des changements à mettre en œuvre et les scénarii d'actions possibles pour les collectivités :

- Quels scénarios envisageables pour l'après 2012 ?

La place des questions territoriales dans le débat pré-électoral 2012, les sujets qui restent à traiter et les réponses émergentes

- Comment préparer les débuts de mandat 2014 ?

Les questions qui s'imposeront à l'agenda dans les collectivités du bloc communal : reprise et accélération de la refonte de la carte intercommunale, élaboration des schémas de mutualisation, de partages de compétences et des pactes financiers et fiscaux communes / intercommunalité à revisiter

De nouvelles articulations à inventer entre citoyenneté communale et citoyenneté communautaire

La question de la proximité dans des intercommunalités plus grandes et plus fortes ; une nouvelle vocation pour les communes ?

12h30 - Déjeuner

14h00 - Ateliers - *participation à l'un des trois ateliers qui se dérouleront en parallèle*

Atelier 1 - TERRITOIRE(S), COMPETENCES ET MANAGEMENT

Floriane BOULAY, Chargée de mission aux affaires juridiques, Assemblée des communautés de France
Stanislas BOURRON, sous-directeur des compétences et institutions locales, Direction générale des collectivités locales

• Périmètre et révision de la carte intercommunale
Les SDCI, les problématiques et les conséquences des chantiers de fusions
La situation des syndicats de communes : entre l'obligation de les supprimer et l'opportunité d'en créer ?

• Compétences : contenu, étendue, exclusivité, transferts ; exercice par et pour qui ?
La définition de la compétence, la concurrence et la complémentarité entre les communes et les communes et l'intercommunalité. Les exemples de l'urbanisme et du périscolaire.
Les transferts, la proximité

• La place des communes ; la place des partenaires.
Projet communautaire ou projet de territoire. La contractualisation ou l'appel à projet : quel nouveau mode d'action à créer ? Le choix de la mutualisation des services ?

Atelier 2 - LES PACTES FINANCIERS ET FISCAUX AU SERVICES DES PROJETS DE

TERRITOIRE

JP COBLENTZ, consultant en fiscalité et finances locales, directeur associé de Stratorial Finances
Didier LOCATELLI, consultant, cabinet New Deal

• Construire le projet de territoire et la démarche stratégique
Partager une vision du territoire et définir une stratégie globale
Rendre lisible les enjeux de l'ensemble des acteurs impliqués
Comprendre le fonctionnement du territoire et identifier les interactions

• Allocation stratégique des ressources
L'impact de la péréquation horizontale : définir la richesse agrégée du territoire
La méthode de l'agrégation territorialisée des comptes
Elaboration du pacte financier et fiscal
Pilotage et l'évaluation en continue du projet

Atelier 3 - TERRITOIRE(S) ET GOUVERNANCE : SE PREPARER A 2014

Rémi LEFEBVRE, professeur de sciences politiques à l'Université de Lille 2, chercheur au CERAPS (Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales) à Lille 2, chargé de cours à Sciences Po Lille et Paris 1
David GUERANGER, chercheur au LATTS (Laboratoire techniques, territoires et sociétés), enseignant à l'Ecole nationale des Ponts et Chaussées

• L'élu et sa relation aux citoyens
Exécutifs de transition et préparation du mode de scrutin. Quelle représentativité locale ?
La difficile émergence d'une citoyenneté communautaire : les limites des changements

apportés par la réforme ; les réponses à expérimenter

• La prise de décision de l'intercommunalité
La réforme : la représentativité des communes et l'organisation des Vices présidences. De la recherche d'un intérêt intercommunal à la gestion du compromis politique
Vers une démocratisation de la décision intercommunale ?

• Intercommunalité et proximité
Quelle place pour les communes, les quartiers des villes-centre, dans la vie de l'agglomération ? La relation habitant – territoire
La participation des citoyens aux décisions locales : dans le quartier, pour la commune ou au niveau de l'intercommunalité

16h30 - Conclusion

Un intervenant par atelier donne les mots clés et idées forces

Ouverture - Où en est la décentralisation ? par Patrick LE LIDEC

17h30 - Fin de la journée

Informations pratiques : l'atelier de Lille